



« Pour une République qui investit réellement dans sa jeunesse »

Le département du Pas-de-Calais démontre une chose simple : quand la gauche gouverne, quand elle écoute la jeunesse, quand elle ose investir plutôt que moraliser, l'émancipation devient un fait, pas une promesse.

Nos dispositifs locaux ont changé des vies. Il est temps que la France s'en inspire. Nous refusons une jeunesse à plusieurs vitesses, une jeunesse assignée à résidence sociale. Nous voulons nationaliser ce qui fonctionne déjà chez nous et ouvrir de nouveaux droits.

1. Le Permis Citoyen national : la mobilité comme droit, pas comme privilège

Dans le Pas-de-Calais, le permis citoyen a montré qu'un jeune engagé est un jeune qui avance. Financer le permis en échange d'heures de bénévolat, ce n'est pas un "cadeau", c'est un contrat républicain gagnant-gagnant : plus de mobilité, plus d'engagement, plus d'autonomie.

Nous proposons d'en faire un droit national, garanti par l'État, accessible à tous les jeunes, sans condition arbitraire.

La mobilité doit devenir une arme contre la reproduction sociale, pas un marqueur supplémentaire d'inégalités.

2. Le Sac Ados : le droit au départ pour toutes et tous

Le premier départ ne doit pas être un privilège. Inspiré du dispositif de notre département, le « Sac Ados » s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans : lycéens, étudiants, volontaires, jeunes en insertion ou en emploi précaire. En groupes de 2 à 6, qui organisent un séjour de 4 à 10 nuits en France ou en Europe. Les relais locaux « Sac

Ados » accompagnent le montage du projet, vérifient son caractère éducatif et transmettent le dossier un mois avant le départ. Une seule participation est possible. Chaque groupe reçoit une bourse (150 € France/UE, 200 € local), des assurances, un kit prévention santé et un accompagnement humain garantissant sécurité, autonomie et découverte.

Nous portons l'idée d'un « Sac Ados » universel, financé par l'État, pour permettre à chaque jeune de monter un projet de découverte, de culture ou de solidarité.

Dans une France fracturée, offrir la possibilité de voir ailleurs, c'est offrir la possibilité d'imaginer autre chose. C'est un acte politique.

3. La quasi-gratuité du BAFA : un investissement, pas une dépense

Le BAFA est une porte d'entrée vers le travail, la responsabilité, l'éducation populaire. Dans le 62, l'engagement pour le rendre accessible fonctionne. Mais seule une politique nationale permettra d'aller jusqu'au bout : tendre à la gratuité réelle, sans avance de frais, sans obstacle administratif.

Une jeunesse qui s'ouvre au monde grâce au BAFA, c'est une jeunesse qui entre pleinement dans les valeurs de l'éducation populaire

4. Nouvelles propositions : aller plus loin dans l'émancipation

- Un Pass Mobilité Rural

Pour les jeunes des territoires les moins desservis : accès gratuit ou fortement réduit aux transports régionaux et une prime d'achat vélos.

- Un Fonds national pour les collectivités innovantes



Fédération du Pas-de-Calais - 62

**« Pour une République qui investit
réellement dans sa jeunesse »**

**LES
Jeunes
socialistes**

Pour encourager les départements à créer, tester et partager des dispositifs jeunesse inspirés de l'expérience du Pas-de-Calais.

Conclusion : la jeunesse n'attend plus !

Le Pas-de-Calais a démontré que des politiques ambitieuses ne sont pas des rêves mais des réalités.

Nous exigeons que la République généralise ces réussites, investisse massivement dans ses jeunes, et fasse de l'émancipation un pilier de son projet politique.

Nationaliser nos politiques du Pas-de-Calais, c'est nationaliser la dignité, l'égalité et l'avenir.